

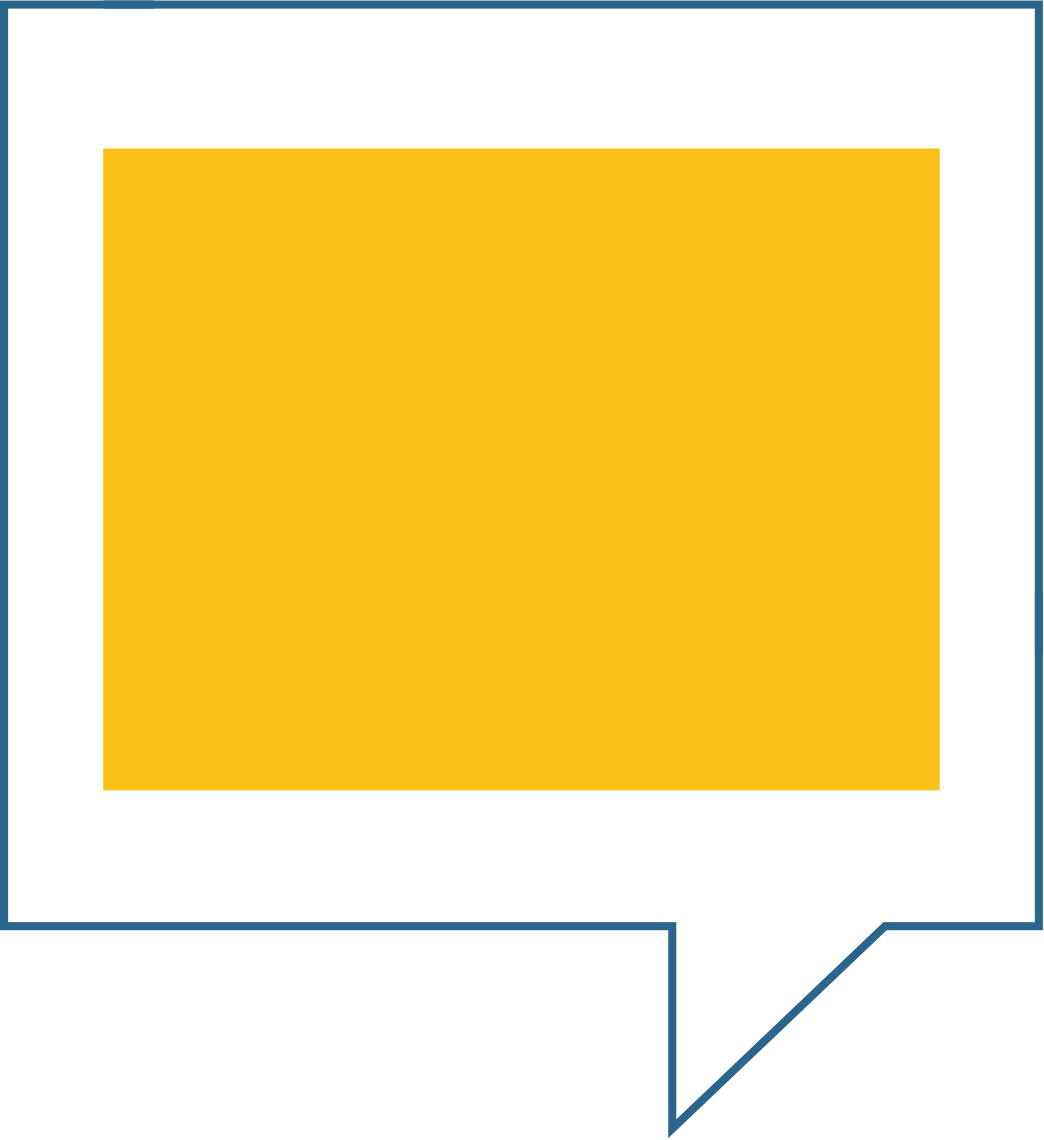




**Le droit à l’eau et la sécurité hydrique, gravement menacés par un usage intensif:** Le CESE tire la sonnette d’alarme et appelle à entreprendre des mesures urgentes

|  |
| --- |
| La demande en eau au Maroc est aujourd’hui supérieure à la quantité disponible en ressources annuelles renouvelables d’eau douce. La sécurité hydrique devient, par conséquent, une priorité pour le Maroc aujourd’hui et pour les années àvenir. Menaçant de générer de l’instabilité sociale et d’aggraver les inégalités territoriales, elle nécessite une réponse politique urgente et devrait être considérée par le Maroc comme l’un des principaux garants de la paix sociale au niveau du pays et un facteur de soutenabilité et de résilience de son futur modèle de développement. Cette réponse doit émaner d’une politique à la fois protectrice et valorisante de la ressource, mais également novatrice et inspirée des meilleures pratiques en matière de gouvernance. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **L’eau est une ressource vitale qui se fait de plus en plus** | | **Des mesures d’ordre institutionnel et réglementaire:** | |
| **rare dans notre pays** | | • | Systématiser l’audit et la détection des fuites pour hisser |
| Un pays est considéré en situation de pénurie hydrique lorsque | | le rendement de l’adduction et de la distribution de l’eau | |
| la disponibilité en eau est inférieure à 1.000 m3/habitant/an. | | dans les villes au niveau des standards internationaux ; | |
| Au Maroc, la situation est encore plus alarmante puisque ses Systématiser l’étude d’impact et d’efficacité hydrique ressources en eau sont actuellement évaluées à moins de pour les projets d’investissements notamment dans 650 m3/habitant/an, contre 2500 m3 en 1960 et devraient l’agriculture, l’industrie et le tourisme et instaurer le baisser en deçà de 500 m3 à l’horizon de 2030. Certaines études recours à l’arbitrage du Chef du Gouvernement dans ce internationales indiquent que les changements climatiques  efficaces. Certaines villes marocaines ont connu ces dernières  années, des manifestations récurrentes de « la crise de la soif »,  au moment où l’eau potable continue d’être utilisée dans  d’autres villes pour l’arrosage des espaces verts et de certains  projets touristiques, sans omettre les formes de consommation  non soutenables appliquées dans l’agriculture.  **…d’où la nécessité d’agir en urgence pour assurer la**  **sécurité hydrique du Maroc**  Le caractère irréversible de la raréfaction des ressources hydriques au Maroc s’accentuera davantage si aucune mesure n’est prise ou encore, si les réformes annoncées tardent à être mises en œuvre. A ce titre, trois grandes catégories d’actions,  issues des rapports et avis du CESE, s’avèrent nécessaires : **CESE Des mesures d’ordre stratégique pour une meilleure allocation des investissements dans le domaine de**  •  capacités d’autofinancement des régions ;  Activer les instances de coordination et de concertation  au niveau national et local pour rendre des arbitrages,  non seulement liés aux conflits, mais essentiellement aux  choix à effectuer au regard des différents critères émanant  d’une politique d’investissement et de développement  Accélérer le recours massif aux ressources hydriques non conventionnelles, notamment à travers la généralisation du dessalement de l’eau de mer pour les zones côtières et pourraient provoquer la disparition de 80% des ressources d’eau disponibles dans notre pays dans les 25 prochaines années. Entamer une réforme profonde de la tarification nationale et locale de l’eau et des services de l’assainissement **En dépit de sa rareté, l’eau continue d’être surexploitée**   liquide et de l’épuration des eaux usées et communiquer **et gaspillée**  Malgré l’extrême gravité de la situation, la surexploitation Mettre en place un référentiel national de la comptabilitédes ressources en eau, notamment des nappes souterraines, de l’eau qui reflète les coûts réels de l’eau par bassin s’accentue dans notre pays, faisant fi des autorisations hydraulique versant, permettant d’assurer une solidaritéimposées par la loi, alors que les pouvoirs publics sont dans régionale et sociale via un meilleur ciblage des l’incapacité de mettre en place des moyens de contrôle subventions publiques au secteur et en optimisant les  **Des mesures de sensibilisation urgentes pour agir sur**  la réutilisation des eaux usées épurées ;  **le comportement des usagers :** • Installer, au moins pour les nouveaux lotissements, • Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de des réseaux séparatifs et œuvrer à la généralisation des communication visant à sensibiliser l’ensemble des stations d’épuration.  usagers (collectivités territoriales, acteurs économiques  et citoyens, etc.) de l’importance capitale d’adopter des  comportements éco-responsables à l’égard de l’eau ; | | | |
| • | Rompre avec la pratique d’arrosage des espaces verts | | |
| publics et des structures sportives et des parcs de loisir | | | |
| avec l’eau potable par un recours systématique à la réutilisation des eaux usés. | | 1 | |



**Références**

|  |  |
| --- | --- |
| •  •  •  •  • | CESE, « Gouvernance par la gestion intégrée des ressources en eau au Maroc : levier fondamental de développement durable », 2014.  CESE, Focus du rapport annuel « justice climatique : Enjeux et défis pour la mise en œuvre», 2015. CESE, « Richesse globale du Maroc », 2016.  CESE, Rapport annuel au titre de l’année 2018.  CESE, « Le nouveau modèle de développement, contribution du Conseil Economique, Social et Environnemental », 2019. |

ALERTE   
**CESE**

2